

Les associations et organisations :



Les personnes âgées vivant à domicile et en établissement, leurs familles, les organisations de retraités et les organisations représentatives des établissements, des services et de leurs directeurs, unies pour réclamer :

UN DEBAT PUBLIC SUR L'AIDE AUX PERSONNES AGEES FRAGILISEES

Le vieillissement de la population est tout à la fois une chance et un défi majeur pour notre société, qui appelle une vision politique et sociétale plus ambitieuse et volontaire que celle actuellement proposée par les pouvoirs publics.

La politique menée par l'Etat envers nos aînés les plus vulnérables est malheureusement en contradiction avec les dernières lois censées favoriser l'accompagnement de la perte d'autonomie mais aussi avec les plans nationaux successifs qui devraient pourtant être aujourd'hui en cours d'application. Cette politique risque de conduire à une baisse sensible de la qualité des prestations et à un rationnement des soins envers les personnes âgées, et se traduit au final par un manque total de transparence vis-à-vis des professionnels, des personnes âgées, des familles, et de toute une population qui a franchi la barre des 60 ans.

Le discours de pouvoirs publics s'est réduit à gérer des enveloppes budgétaires et à rechercher la meilleure façon de faire le moins de mécontents possible avec le moins d'argent possible.

Comment parler de bienveillance quand la plus grande maltraitance est financière ?

CE QUE NOUS DENONCONS

CONCERNANT LES ETABLISSEMENTS

- Un abandon progressif de la qualité au profit de choix exclusivement budgétaires dans la contractualisation entre l'Etat et les établissements
- Une baisse des moyens inexplicable pour certains établissements
- Les démarches qualité et de prévention mises à mal
- Un coût toujours plus élevé à la charge des résidents et de leurs familles

CONCERNANT LE DOMICILE

- L'inertie des pouvoirs publics en matière de politique de soutien à domicile

CONCERNANT LA SOUS CONSOMMATION DES CREDITS DE LA CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie)

CE QUE NOUS VOULONS

CONCERNANT LES ETABLISSEMENTS

- Alléger le reste à charge pour les résidents et les familles
- Créer les 400.000 emplois prévus au service des personnes âgées
- Moderniser les établissements et professionnaliser les équipes
- Appliquer la réglementation et les recommandations de l'Etat
- Ajuster les actes des pouvoirs publics aux discours prononcés

CONCERNANT LE DOMICILE

- Rendre effectif, financièrement, le droit fondamental de vivre à domicile

CONCERNANT LA SOUS CONSOMMATION DES CREDITS DE LA CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie)

- Nous demandons à l'Etat d'arrêter d'entraver la bonne utilisation de ces crédits en vue d'autres utilisations mais, au contraire, de se comporter en garant de leur pleine utilisation